

# Registre des intérêts – Déclaration

Noms : Lopez

Prénoms : Barry

Groupe/parti : Alliance-montaine

- a) Activités professionnelles (fonction et entreprise) :  
Etudiant en droit à l'Université de Lausanne  
Consultant pour our common home  
Chef de projet à 20% à DNC Group HQ  
Coordinateur loges VIP LHC, travail sur appel  
Enseignant remplaçant à l'école obligatoire, travail sur appel
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune (conseil d'administration, fondation) :  
.....
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :  
.....
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :  
.....
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse (Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :  
Président du conseil de la fondation Mère Sofia  
Membre du comité de la fondation Pacte  
Membre du comité du Cercle Démocratique Lausanne  
Membre du TCS
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :  
.....
- a) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune non dévolus à l'habitat propre :  
.....
- b) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :  
.....

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 1<sup>er</sup> juin 2024

Signature : 

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...